

Une étude qualitative inédite, réalisée auprès de plus de 4.000 personnes sans logement stable en Région bruxelloise, révèle un sans-abrisme complexe et ancré dans la durée, résultant d'un enchaînement de ruptures – familiales, migratoires et administratives.

MANON KRAEMER (ST.)

A Bruxelles, on comptait fin 2024 près de huit personnes sans abri ou mal logées pour mille habitants. Un triste record pour la Région, dévoilé par Bruss'Help, centre d'études et d'orientation des acteurs de l'aide aux sans-abri, qui a commencé à recenser le nombre de personnes sans chez-soi il y a seize ans. Depuis le premier comptage, on dénombre une hausse de 467 % du nombre de personnes sans domicile fixe sur le territoire, pour un total actuel de 9.777 individus.

Pour mieux comprendre cette évolution jugée alarmante, l'organisme public a diligenté une enquête qualitative inédite basée sur plus de 4.553 témoignages et menée avec 72 acteurs de terrain (CPAS, Samusocial, Croix-Rouge...).

Principaux enseignements de l'étude : le sans-abrisme s'ancre dans la durée à Bruxelles, avec 33 % des répondants sans logement stable depuis plus de deux ans, hébergés dans des structures d'urgence incapables de leur apporter de l'aide sur le long terme. Des établissements également inadaptés à une réalité désormais marquée par la présence accrue de femmes et de jeunes. « Cette étude permettra de penser des stratégies ciblées, adaptées à chaque réalité », souligne Pierre Verbeeren, président de Bruss'Help.

Des ruptures en cascade, des femmes et des enfants

Près de 38 % des personnes interrogées mentionnent la migration comme élément déclencheur de leur situation. Une moitié des personnes sans-abri ont une nationalité non européenne ; un quart d'entre elles ne possèdent aucun titre de séjour valide en Belgique, ce qui les exclut *de facto* de nombreuses aides. « Sans statut légal, pas de droits ni de solutions », rappelle Pierre Verbeeren.

Viennent ensuite, pour 27 % des répondants, les ruptures relationnelles – conflits familiaux, séparations, violences – comme catalyseurs. « Les ruptures avec les proches isolent et fragilisent les individus qui ne peuvent plus s'appuyer sur un réseau de soutien lors d'un coup dur. La précarité financière cause la perte de logement, mais elle



Face à l'explosion du nombre de sans-abri, les structures bruxelloises peinent à suivre. © PHOTO NEWS.

A Bruxelles, un tiers des sans-abri sont à la rue depuis plus de deux ans

survient dans la majorité des cas dans des parcours migratoires ou déjà fragilisés », résume Adèle Pierre, coordinatrice de l'étude.

Le profil des sans-abri évolue aussi. En 2024, les femmes représentaient 20,4 % des personnes recensées (contre 13 % en 2022, soit une hausse de 55 %) et les mineurs, 17,2 % (soit une progression de 72 % en deux ans).

« On note également une familialisation du sans-abrisme, principalement des familles monoparentales composées d'une mère et de ses enfants », précise Adèle Pierre. Un public particulièrement vulnérable, qui souffre du manque de places dans les centres d'hébergement, de toute façon inadaptés. « Cinq familles dorment dans la rue chaque jour faute de place », alerte-t-elle.

L'hébergement d'urgence comme mode de vie

Conçu, comme son nom l'indique, pour accueillir temporairement, l'hébergement d'urgence à Bruxelles est devenu un mode de vie pour plus d'un quart

des personnes interrogées, certaines évoluant dans ces structures pendant des mois, voire des années. Une situation due au manque de solutions durables et à l'exclusion des personnes sans papiers d'autres structures d'accueil. « Une partie des 2.743 places d'urgence disponibles à Bruxelles doit devenir pérenne. Ce n'est plus une crise, c'est une réalité installée », défend Pierre Verbeeren, appelant à une réponse structurelle.

Le sans-abrisme, dans sa globalité, s'installe d'ailleurs dans le temps. Un tiers des personnes interrogées (33 %) vivent sans logement stable depuis plus de deux ans. Et plus la précarité se prolonge, plus les conséquences sur la santé s'aggravent : 22 % des sans-abri de longue durée disent ainsi souffrir de maladies chroniques ou invalidantes.

Une réalité moins visible

La saturation des centres et l'ancrage du phénomène dans le temps poussent les publics à adopter des stratégies. Seules 10 % des personnes recensées dorment aujourd'hui dans l'espace pu-

blic alors que la majorité évolue dans des situations moins « visibles » : 27 % occupent des logements non conventionnels (squats, caves, garages), 26 % sont en hébergement d'urgence et 16 % vivent chez des tiers. « Ces situations rendent ces publics plus difficiles à identifier, et donc à aider », observe Adèle Pierre.

« A Bruxelles, même les personnes logées doivent parfois consacrer jusqu'à 70 % de leurs revenus au loyer », renchérit Pierre Verbeeren, président de Bruss'Help. Une situation intenable, qui bloque toute sortie durable de la précarité. « On ne mettra fin au sans-abrisme qu'en plaçant la question du logement au cœur des priorités », insiste-t-il.

En 2021, la Belgique et les 26 Etats membres de l'Union européenne se sont fixé l'objectif de mettre fin au sans-abrisme d'ici 2030, en signant la déclaration de Lisbonne. Selon le président de Bruss'Help, assurer un toit à chacun nécessite un engagement commun et réel des acteurs du logement, de la santé et des politiques migratoires.

sur le terrain Les rares centres d'accueil pour familles sous pression

M.K. (ST)

Le sans-abrisme touche de plus en plus de femmes et d'enfants, révèle la dernière étude de Bruss'Help. En 2024, 1.991 femmes sans abri ont été recensées (+ 55 % en deux ans) ainsi que 1.678 mineurs (+ 72 % sur deux années). De nombreuses familles monoparentales, principalement des mères seules avec leurs enfants, sont donc aussi sans chez-soi.

Pourtant, les structures d'accueil adaptées restent l'exception. En 2024, le Samu social, principal acteur de l'accueil à Bruxelles, a dû refuser l'hébergement à 1.299 familles. Jimmy Vandael, responsable du centre d'hébergement d'urgence pour familles à Evere, dresse un constat amer : « On en vient à

devoir choisir quelles familles accueillir et lesquelles laisser dehors. Toutes sont vulnérables, c'est un arbitrage impossible entre la peste et le choléra. »

Avec ses 280 lits, le centre d'Evere est l'un des rares à Bruxelles conçu spécifiquement pour accueillir des parents avec enfants. « Les familles arrivent via le réseau ou le point focal », explique Jimmy Vandael. « Elles sont hébergées une semaine, le temps d'un bilan médical, social et psychologique. » Si des situations de grande vulnérabilité sont détectées – présence d'un nourrisson, violences conjugales, instabilité grave –, les familles peuvent rester plus longtemps. « Dans 42 % des cas, ce sont des femmes victimes de violences conjugales », précise-t-il. « Nous sommes très vigilants, surtout depuis qu'une

femme accueillie est retournée chez elle et que son nourrisson est mort sous les coups du père. »

Avec ses 280 lits, le centre d'Evere est l'un des rares à Bruxelles conçu spécifiquement pour accueillir des parents avec enfants

A Evere, chaque famille dispose de sa propre chambre. « Les autres structures sont pensées pour des personnes seules, souvent des hommes en situation d'addiction ou avec des troubles mentaux. On ne peut pas y mettre des enfants, il faut les protéger de cela. » Ici, les familles mangent ensemble, les

enfants jouent dans le jardin et font leurs devoirs dans la salle polyvalente. Une cellule de la petite enfance suit leur vaccination, leur nutrition et leur croissance avec l'aide d'une puéricultrice.

Mais l'accueil à long terme est limité : quinze à vingt places doivent être réservées en cas d'appel d'urgence. Le centre doit donc régulièrement laisser partir des familles. Si elles sont en règle sur le territoire et qu'une sortie de rue semble envisageable pour les équipes, les familles sont orientées vers le centre Colmeia, à Schaerbeek, qui offre un accompagnement plus durable, axé sur la réinsertion. Si elles ne sont pas en règle, certaines devront retourner à la rue. Et recommencer le parcours pour dormir à l'abri.